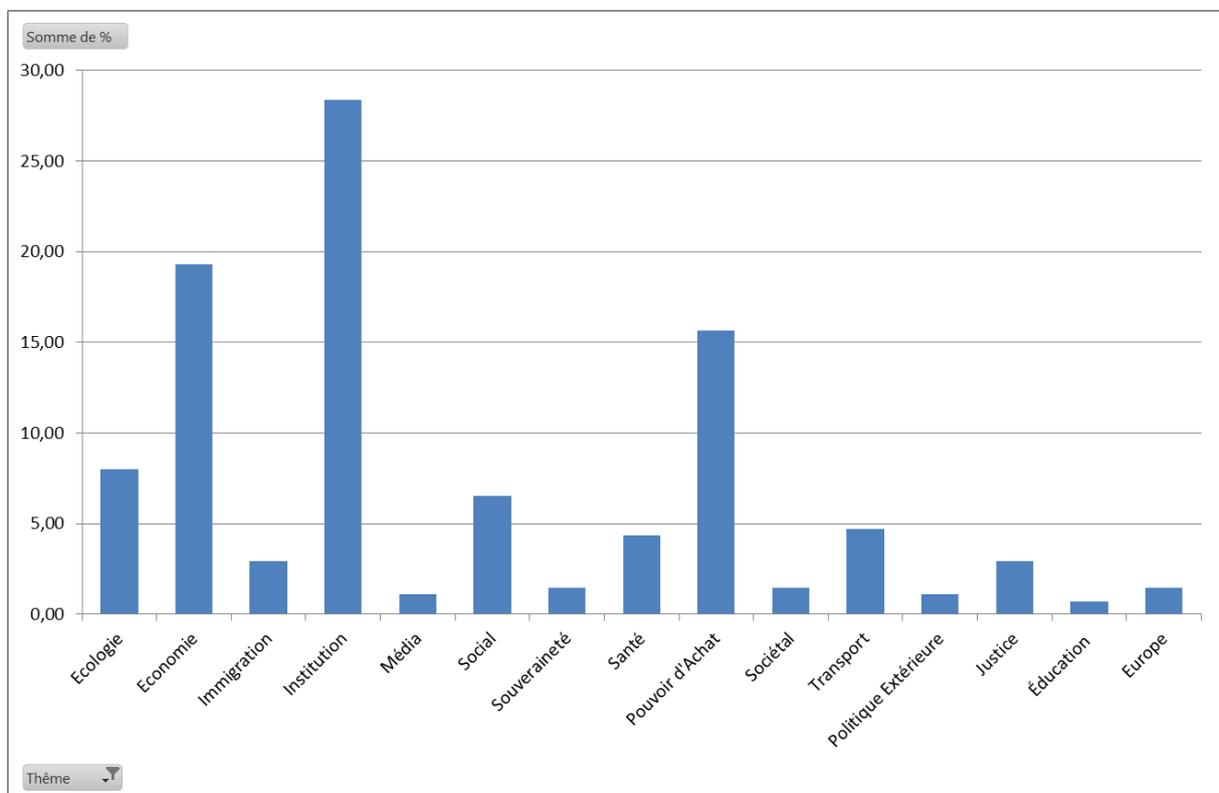
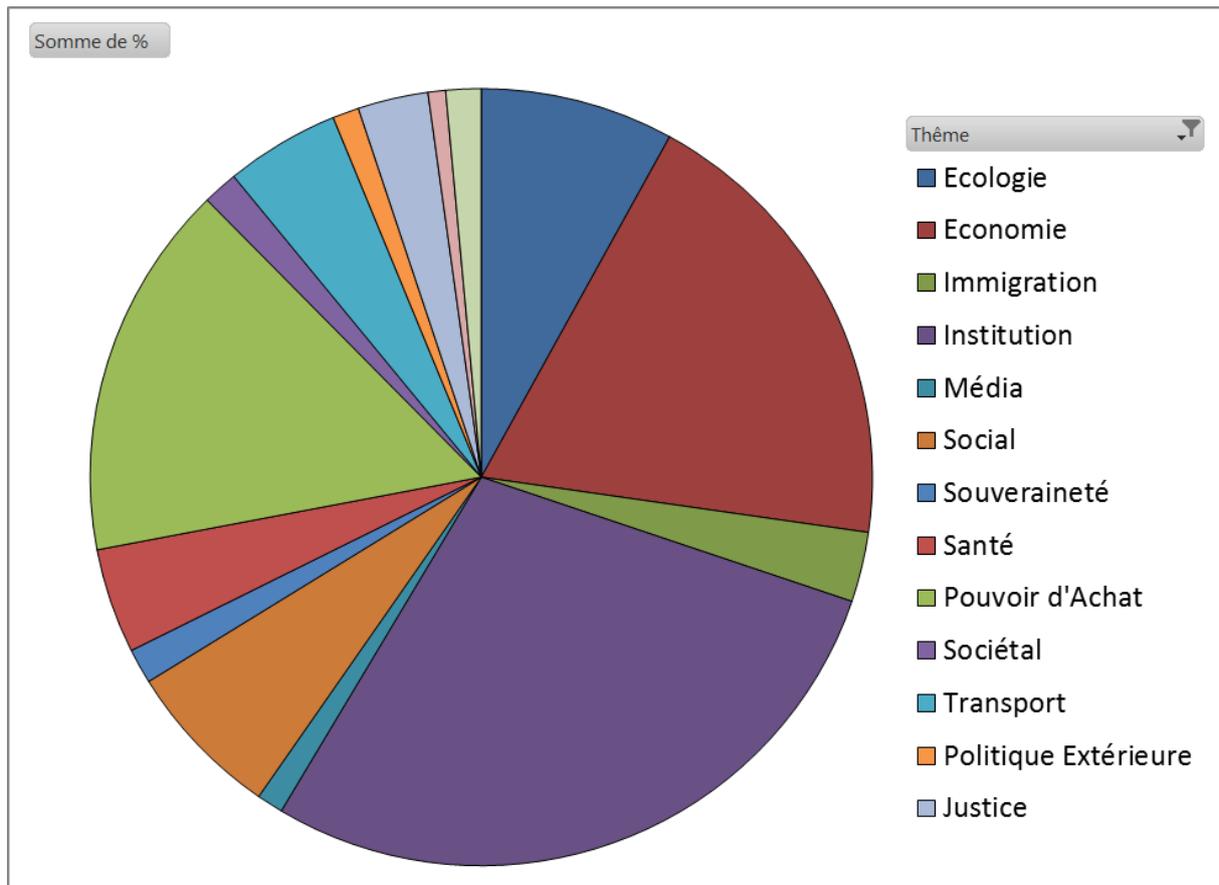


Nombre de doléances proposées:

275

Nombre de doléances synthèse:

128



## ECOLOGIE :

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
E3	Ecologie	Taxe sur les transports maritimes et aériens	1,45	
E1	Ecologie	Favoriser la relocalisation de l'économie via politique fiscale persuasive	0,73	Favoriser la production nationale et locale. Mise en place d'un protectionisme intelligent (droits de douane, taxes sur produits importés). <u>Doléance contraire aux principes de libre échange européen:</u> Revoir les règles d'appel d'offre des marchés publics. Amender le principe européen de libre circulation et libre concurrence. Mettre en place critère d'appel d'offre en privilégiant le local (XXX km). Equilibre vie privé - professionnelle. FRET si besoin. Close de "mieux-disant" social. Imposer dans les appels d'offres x % des travailleurs sont des "locaux". Imposer le droit français sur le droit (travailleurs détachés). Changer le code des marchers: découper l'appel d'offre en petites tranches (mesures dérogatoires) pour artificiellement baisser les seuils limites des marchés européens...
E2	Ecologie	Aide au développement des circuits courts de production/distribution et favoriser les commerces de proximité	0,73	Rétablir les commerces de proximité. Développement aides aux circuits courts de production/distribution tant pour la production d'énergies que pour ceux de l'élevage et de l'agriculture. (subventions, préemption /communauté d'agglomérations de terres agricoles pour mise à disposition aux agriculteurs respectueux de l'environnement, formations à la conversion)
E4	Ecologie	Incitation du chauffage au bois en zone rurale	0,36	
E5	Ecologie	Interdire la chasse un jour par semaine	0,36	
E6	Ecologie	Taxe sur les transports routiers (poids lourds)	0,36	Intérêt au sein de l'UE étant donné le volume de transporteurs étrangers
E7	Ecologie	Recensement de TOUS les établissements publics et privés pour recherche de fuites énergétiques	0,36	Evaluation exhaustive des besoins en isolation et performance, puis aides ou gratuité pour participation aux travaux pour certains propriétaires privés (selon revenus). Pourquoi ne pas taxer des grosses boîtes comme le CAC 40 St Gobain, prélevés sur dividendes des actionnaires...?
E8	Ecologie	Abrogation du Traité européen EURATOM, obsolète et frein absolu au déploiement de la Transition Energétique.	0,36	
E9	Ecologie	Révision de la politique énergétique	0,36	Abandon de la construction des EPR et du maintien des centrales nucléaires avec passage progressif à la production des énergies vertes
E10	Ecologie	Conversions des métiers de l'Energie fossile à ceux de l'énergie Verte	0,36	Engagement concret de l'Etat, accompagnement financier, programme et échéancier de la transition au niveau national à l'initiative du gouvernement
E11	Ecologie	Recensement des projets associatifs locaux soutenant une production d'Energie Verte Locale pour une redistribution locale de l'énergie produite.	0,36	Eventuels soutiens de l'Etat à ces initiatives citoyennes déjà nombreuses sur nos territoires
E12	Ecologie	Après recensement, aides et subventions publiques aux petites entreprises fiables, naissantes ou en difficultés, œuvrant en faveur de la Transition énergétique.	0,36	
E13	Ecologie	Aide à la recherche de transports non polluants, démocratisation des nouvelles technologies en la matière (voitures à l'hydrogène par exemple), développement du Rail en remplacement des Transport routiers de marchandises.	0,36	
E14	Ecologie	Transports en commun (si possible respectueux de l'environnement) en suffisance notamment en zone rurale.	0,36	
E15	Ecologie	Abandon des subventions aux voitures électriques dont les batteries polluent et favorisent les conflits des pays du tiers Monde riches en minerais	0,36	
E16	Ecologie	Révisions des TAC (Taux Admissible de Capture) et des quotas de pêches au niveau européen.	0,36	
E17	Ecologie	Règlements chasse au niveau National et Européen.	0,36	

## **EDUCATION :**

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
N1	Éducation	Limitier le nombre d'enfants par classe en primaire et augmenter ce nombre au collège et lycée.	0,36	
N2	Éducation	Réformer le système éducatif en appliquant un nivellement par le haut et non plus par le bas. Faire des diplômes à la carte pour valoriser les compétences de chacun sans mettre de côté qui que ce soit.	0,36	

## **EUROPE :**

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
O1	Europe	Les européens ne veulent pas d'une Europe technocratique mais d'une Europe sociale avec fiscalité identique	0,73	Un grand projet équitable pour l'Europe avec des députés qui sur ces grands projets devront rendre des comptes et assumer leurs responsabilités devant les citoyens des pays respectifs
O2	Europe	Un Traité de démocratisation et un projet de Budget, qui peuvent être adoptés et appliqués en l'état par les pays qui le souhaitent, sans qu'aucun pays ne puisse bloquer ceux qui souhaitent avancer.	0,36	
O3	Europe	Référendum sur toutes les lois Environnementales et commerciales engageant l'Avenir des pays européens,	0,36	<ul style="list-style-type: none"><li>o Une transparence des négociations précédant tout traité de libre-échange (cf. obscurantisme entourant celles qui ont précédé l'adoption des traités Europe /Ostre Atlantique du CEFA et du TAFTA à l'insu et en défaveur des citoyens européens).</li><li>o Gestion Accueil et intégration viables, pensés, organisés et équitables du flux migratoire à l'échelle européenne mais aussi mondiale, selon qu'il s'agissent d'immigrés économiques, de réfugiés climatiques ou de Guerre.</li></ul>

## ECONOMIE (1/2):

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
B13	Economie	Révision du système d'imposition pour une équité et une justice fiscale	5,45	Equité devant l'imposition, nouvelles tranches pour les hauts revenus, baisse pour travailleurs modestes, équité de l'imposition des grands groupes du CAC40 (PME 33% sur les bénéfiques, CAC40 beaucoup moins actuellement 8% à vérifier), création d'une tranche très basse 1euros, tout le monde doit contribuer, annulation de l'allègement de l'Exit Tax voté le 7 /12/18 . Imposition des Gafa pour les revenus réalisés sur le sol français et européen. Création d'un impot sur la nationalité pour lutter contre la fuite des compétences (payer la différence entre l'étranger et la France pour les entreprises et les citoyens).
B9	Economie	Révision de l'ISF	3,64	Rétablissement, conditions revues, Rétablissement de l'ISF sur la fortune mobilière et non- immobilière, Faire payer les spéculateurs détenteurs de Capital et non les détenteur de patrimoines familiaux (héritage...). Monter le seuil à 2 millions d'euros (mobilier et immobilier compris), Taxer les dividendes des actionnaires
B15	Economie	Lutter contre les fraudes (fiscale, sécurité sociale 14Md, paradis fiscaux)	1,82	Lutte contre les paradis fiscaux, Evasion fiscale, Fraude documentaire sécurité sociale:14 milliards d'euros
B6	Economie	Taxes sur les transactions financières, lutte contre la spéculation au profit du travail	1,09	Taxer les opérations de transactions financières afin de sanctionner l'économie spéculative au profit de l'économie réelle et productive.
B14	Economie	Suppression du CICE	0,73	
B16	Economie	Plan Emploi TPE-PME	0,73	baisse des taxes salariales et patronales. Baisse de taxes pour les PME URSSAF et CIPAV. Rôle social à privilégier, bonus-malus sur les embauches et statut (CDI-CDD-Interim). Impot progressif sur le chiffre d'affaire des entreprises = survie des petites entreprises. Identifier pourquoi les petites entreprises ont des difficultés au bout de 3 ans. Collecter les taxes et impots en temps réel. Si pb au cours de l'année (s'inspirer du système d'impôt à la source) adapter fct activité réel entreprise
B2	Economie	Audit sur la dette de l'Etat et des collectivités territoriales et des entreprises publics et les créanciers	0,73	Etude indépendante
B7	Economie	Nationalisation des secteurs clés de l'économie (Energie, autoroutes, transport, santé)	0,73	Tous biens construits avec les impôts des français doivent revenir aux français. Fin de la mutualisation des dettes et de la privatisation des bénéfiques (FDJ, autoroutes, EDF, télécoms, SNCF, hôpitaux...). Ceci est contraire aux principes de libres concurrences européens, Frexit si besoin.
B19	Economie	Transparence économique de l'Etat	0,73	Sommes allouées et budgets des ministères et des institutions. Tracabilité des revenus de l'imposition. Finalité des fonds

## ECONOMIE (2/2):

B1	Economie	Récupération de la souveraineté monétaire par Nationalisation de la Banque de France. Subordination de la Banque de France à l'Etat Français. Possibilité pour la France d'emprunter directement auprès de sa banque centrale. Interdiction d'emprunter auprès des banques privées et des marchés financiers.	0,36	Abrogation de la loi étant responsable de la dette structurelle du pays (3 janvier 1973 à l'origine). Celle-ci impose à l'Etat d'emprunter sur les marchés financiers et auprès des organismes privés (banques). Auparavant l'Etat était souverain en matière financière : - planche à billets pour réalisation des investissements productifs. L'argent crée correspondant à une richesse réelle issue de cet investissement limitant de fait les risques d'inflation. - Les citoyens français étaient les créanciers de la dette de l'Etat. Les intérêts (jusqu'à 7%) étaient reversés au français favorisant ainsi leur pouvoir d'achat et limitant la fuite des capitaux vers l'étrangers (plusieurs trilliards depuis 50 ans). La proposition en question est contraire aux traités européen (article 104 Maastricht et article 123 Lisbonne). Par conséquent une révision de notre appartenance à ces institutions devra être évoquée.
B10	Economie	Taxer les retraités partant à l'étranger (TVA, CSG)	0,36	
B11	Economie	Faciliter la création d'entreprises	0,36	
B12	Economie	Fusionner la CCI et la chambre des Métiers	0,36	
B17	Economie	Révision des niches fiscaux	0,36	
B18	Economie	Plan Emploi pour les jeunes	0,36	
B3	Economie	Instauration d'un CICE pour les petites et moyennes entreprises.	0,36	
B4	Economie	Exonérations de taxes pendant un an lors de la création d'une entreprise (TPE, PME) SARL comprises	0,36	Aide l'établissement des entreprise et assure leur stabilité avant de cotiser. Simplifier les démarches administratives. Suivi renforcer, soutien. Maintenir la personne dans ses droits (les indemnités fondent avec les bénéfices). Faire le calcul sur le mois et non sur l'année sur les charges et moduler les prélèvements obligatoires sur les TPE PME (mensualiser) tous les secteurs. Revoir les taux de charge. Aide au développement et à la communication.
B5	Economie	Possibilité pour tout porteur de projet de pouvoir démissionner de son travail et d'obtenir une aide pour la création de son entreprise.	0,36	
B8	Economie	Fermeture des Grandes surfaces le dimanche	0,36	

## **IMMIGRATION :**

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
G5	Immigration	Réduire les aides à L'OFFICE Français de l'Immigration et de l'Intégration	0,73	Prime passée de 650€ à 1000€ et 2500€ au 31/12/18 qui est une véritable pompe aspirante à migrants. Chacun va s'empresse de repartir pour toucher la prime puis revenir. Effectuer plus de contrôle. Immigration légale.
G1	Immigration	Mise en place d'une politique migratoire choisie basée sur les besoins de la Nation en matière de compétences.	0,36	Impact direct sur la protection du niveau de vie à travers les salaires. Immigration de masse 2ème face de la médaille de la finance cosmopolite: diminution des salaires et communautarisation de la société)
G2	Immigration	Fin du droit du sol.	0,36	Plus de contrôle. Revoir regroupement familial (examen approfondi auprès de l'OFRA). Plus de contrôle aux frontières métropole et outre-mer (Mayotte, Allemagne)
G3	Immigration	Suppression de la double nationalité.	0,36	
G4	Immigration	Réduire les couts dû à l'immigration	0,36	
G6	Immigration	Contrôle réel du nombre de migrants en France	0,36	
G7	Immigration	Supprimer l'AME pour certains migrants qui n'ont rien à faire en France	0,36	

## **JUSTICE :**

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
M1	Justice	Garantir l'indépendance et l'Egalité de la justice	1,45	Filmer les procès donnés aux noms du peuple. Lutter contre les simulacre de justice, collusion entre le pouvoir et la justice (procès politique). Egalité devant la loi pour la fraude fiscale. Refonte des institutions et fonctionnements de la Justice, pour une équité de traitement quelle que soit l'origine ou la classe sociale des citoyens.
M2	Justice	Retribution pour le séjour en prison (intérêt général - travail pour la nation)	0,73	L'éducation par le Travail, source de ré-intégration dans la société civile. Sens du collectif.
M3	Justice	Suppresion des zones de non droits	0,36	Contrôlées par les caïds de la drogue et passeurs.
M4	Justice	Reformation d'une police de proximité	0,36	Formation suffisante et de qualité pour toutes les polices.

# INSTITUTIONS (1/2):

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
A4	Institution	Révision des avantages et rémunération des membres de la représentation	6,91	Plafonnement de la rémunération des membres de la représentation politique (- avantages directs, indirects, - salaires, remboursement des frais sur justificatif, prime enterement, majoration des salaires à définir, payement des charges type eau, électricité)
A1	Institution	Instauration du Référendum d'Initiative Citoyenne Législatif, Révocatif et Abrogatoire en toute matière.	5,09	Parole au peuple Tout citoyen pourra déposer une proposition dans la Chambre du Référendum de son département constituée d'une centaine de membres tirés au sort, issus de toutes catégories socio-professionnelles. Après débat, la proposition sera soumise à la chambre nationale. Une proposition arrivée au terme de la procédure sera ensuite soumise au vote populaire. Le temps écoulé entre la proposition au niveau national et le vote sera au minimum de six mois, voire un an. Une chaîne de télévision publique et indépendante pourra être créée afin d'organiser les débats contradictoires sur les sujets en question.
A5	Institution	Suppression des privilèges des anciens élus	2,18	Véhicules, indemnités, privilèges
A11	Institution	Demission du Président et de son gouvernement ou destitution, dissolution de l'Assemblée Nationale	1,82	Actions du président contraires aux intérêts nationaux. Utiliser le prétexte de haute trahison et de non respect de la Constitution française pour les faits suivants: - Volonté de transférer la souveraineté nationale à l'UE (opposé à l'art. 4 de la Constitution) - Précarisation de pans entiers de la société française - Bradage d'intérêts stratégiques et de services publics à l'étranger - Dénigrement des Français - Musellement des médias audiovisuels du service public - Atteinte à l'unité nationale (eurorégions, collectivité européenne d'Alsace) - Destruction programmée de milliers de communes françaises - Violation du droit international par les interventions militaires en Syrie - Mépris pour la langue française et la Francophonie - Signature du Pacte de Marrakech sans consultation de la représentation nationale - Appauvrissement des débats parlementaires par l'exécutif empêchant le Parlement de jouer son rôle de contre-pouvoir.
A6	Institution	Baisse du nombre de fonctionnaire inutiles au profit de ceux assurant les services essentiels à la Nation (police, éducation, santé)	1,82	Suppression des postes de ministres inutiles. Augmentation du nombre de fonctionnaires dans les secteurs vitaux: hôpitaux, les EHPAD, les services sociaux, pour la gestion du handicap, l'Aide à la personne, le corps enseignant, la police, les pompiers, la magistrature, la CAF ,les chercheurs
A7	Institution	Diminution du nombre de députés et sénateurs	1,82	Diminution du nombre de représentants sur les territoires. Création de groupes citoyens fct (catégories socio-prof) présents à l'Assemblée, dans les Conseils régionaux et départementaux (tirage au sort)
A12	Institution	Changement de Régime Politique et mise en place d'une Assemblée Constituante Populaire	1,45	L'efficience du Régime Politique ne sera optimisée qu'en passant qu'au-delà d'une simple rénovation da le Vème République. La mise en place d'une réelle démocratie (6ème République - Liberté, Equité, Solidarité) fondée sur une nouvelle Constitution inclura une Assemblée Constituante Populaire en lieu et place du Sénat. Assemblée citoyenne tirée au sort et représentative des catégories socio professionnelles. Le RIC en toutes matières y sera un outils garant de la démocratie directe. Ecriture des règles du pouvoir (constitution) par les citoyens et non par les représentants. Election de nos élus selon les critères de démocratie directe, soit ; o Assemblées Générales pour l'élection de nos représentants au niveau Régional, o Tirage au sort parmi les citoyens, o Mandat unique et impératif, o Révocabilité de nos élus.

## INSTITUTIONS (2/2) :

A17	Institution	Réduction des dépenses publiques	1,09	Réduction aussi du train de vie de l'Etat (décoration à l'Elysée, piscine au fort de Brégenson)
A8	Institution	Suppression des échelons administratifs intermédiaires (communauté de commune, communauté d'agglomération)	1,09	Suppression des 12 régions (retour organisation précédente), intercommunalités actuellement non élues au scrutin direct
A9	Institution	Présence obligatoire des parlementaires pour voter une loi ou taux de présence minimum à définir	1,09	Contrôle des présences et pénalités si constatées
A10	Institution	Non cumul des mandats et des retraites	0,73	65 ans obligatoire et régime général applicable
A2	Institution	Mise en place d'une nouvelle Constitution française	0,73	Le Peuple devra rédiger une nouvelle Constitution définissant les pouvoirs d'une 6ème République. Le Peuple doit pouvoir la réviser de plein droit et donner son accord en cas de révision par l'Etat. Le conseil Constitutionnel actuel ainsi que ses membres devront être dissoutes afin de remettre en place un nouveau système de contrôle exempt de toute corruption. Ce n'est pas aux représentants d'écrire les règles du pouvoir mais au peuple. Protection Démocratique.
A3	Institution	Instauration de la proportionnelle à l'Assemblée Nationale.	0,73	A débattre, cf dans l'histoire risque d'immobilisme (rappel de la guerre d'Algérie, pas de solution politique car absence de gouvernement fort). Problème de la République des Partis.
A14	Institution	Suppression de l'école de la Légion d'honneur	0,36	
A15	Institution	Un seul parlement Bruxelles ou Strasbourg	0,36	
A16	Institution	Vente de l'immobilier de l'Etat qui dort	0,36	
A18	Institution	Participation citoyenne avec consultation pour toutes lois éminemment sociétales	0,36	Par exemple ; o Droits concernant la Fin de Vie, (Autorisation du Droit à mourir dans la dignité) o Lois et décrets concernant la laïcité, la PMA, les Cultes, la Sécurité, les Minorités, etc.. o Décisions sanitaires (préalablement travaillées avec les experts indépendants de chaque secteur concerné).
A19	Institution	Afin que les lobbies ne dominent plus les décisions et votes politiques,	0,36	

## MEDIAS :

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
C2	Média	Préservation de la liberté et de l'indépendance des médias	0,73	Garantir une presse indépendante et libre. 9 milliardaires se partagent la majeure partie des médias français. Création d'outils afin de garantir l'indépendance des médias et que l'information redevienne un bien commun et ne soit plus considéré comme une marchandise.
C1	Média	Fin des subventions d'Etat auprès des journaux et médias	0,36	Assurer leur indépendance absolue, les journaux de propagandes qui ne sont plus lu ne doivent pas être sauvés par l'argent du contribuable

## POLITIQUE EXTERIEURE :

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
L1	Politique Extérieure	Suppression de l'ambassade du Vatican	0,36	
L2	Politique Extérieure	Mettre un terme au soutien militaire FR dans la destabilisation d'Etats souverains (politique impérialiste des USA) -> Libye, Syrie...	0,36	
L3	Politique Extérieure	Fin de l'ingérence économique, politique et militaire française dans les pays étrangers (non justifié)	0,36	Mettons en place des leviers permettant de stopper la militarisation des pays étrangers à des fins de profits économiques. Laissons les pays étrangers possédants des richesses nécessaires à la population mondiale les gérer de manière à promouvoir leur propre développement social et croissance économique. La présence française peut permettre l'optimisation de leur croissance et développement assurant des accords gagnant-gagnant contrairement aux politiques post-coloniales sources d'instabilités et de troubles migratoires.

## SANTE :

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
H1	Santé	Abrogation de la T2A (méthode de financement des établissements de santé)	0,73	Plus de moyens pour les hopitaux, L'Hopital est dans le domaine des services publics et ne doit pas être géré comme une entreprise. Limiter le turn-over, impact sur les effectifs, place pour l'humain
H4	Santé	Diminution, encadrement du cout des complémentaires santé	0,73	
H2	Santé	Augmentation des salaires des soignants	0,36	Fonctionnaire proche du SMIC si retrait des WE, nuits, insalubrité...
H3	Santé	Aide pour personnes handicapées travaillant à temps partiel	0,36	Temps partiel insuffisant pour vivre. Pas d'incitation au travail
H5	Santé	Ne plus favoriser les cliniques au détriments des hôpitaux	0,36	Opérations rentables pour les cliniques mais la suite des soins revenant aux hôpitaux donc égalité des services et des moyens
H6	Santé	Prix trop élevé des HEPAD	0,36	
H7	Santé	Mettre 3 jours de carence pour un arrêt de travail à toutes les personnes (privé public).	0,36	
H8	Santé	Appliquer des seuils pour les personnes à la CMU	0,36	Eviter les excès dans les dépenses
H9	Santé	Création d'un réseau National de Centres de Santé en suffisance -professionnels salariés et non libéraux	0,36	Accès à tous gratuité (pas au rabais , pas dans 3 ans, mais identique que le propose depuis Mars 2017 le Dr Alain Frobert) pour remédier aux déserts médicaux
H10	Santé	Réengagement de l'Etat vis-à-vis de la Sécurité Sociale (branche Maladie)	0,36	Afin que le Régime Obligatoire retrouve tout son poids face au Régime Complémentaire, transparence réelle des recettes et des dépenses.

## POUVOIR D'ACHAT :

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
I5	Pouvoir d'Achat	Réévaluation des retraites	2,91	Indexation sur l'inflation (voir doléance I2)
I9	Pouvoir d'Achat	Hausse du SMIC	2,55	A définir
I7	Pouvoir d'Achat	Baisse de la CSG sur les retraites	1,82	Suppression pour les retraites inférieures à ? euros (à définir), baisse, retrait, remboursement effet rétroactif
I11	Pouvoir d'Achat	Rééquilibrage de la TVA, entre les produits et services de première nécessité et ceux dits de luxe et confort	1,45	Là aussi, l'Europe tente une certaine harmonisation au sein des différents pays membres de l'UE. Les différents taux de TVA appliqués vont de 0% à 20% et chaque pays bénéficie d'une marge de manœuvre. Il serait important de rééquilibrer les taux de TVA, en France, de manière croissante, en tenant compte, respectivement, des critères suivants : produits et services de premières nécessités (vitaux à l'alimentation, l'hygiène, la santé, l'habillement, l'électricité, le gaz, le carburant, le transport, l'accès au numérique), puis de consommations courantes, puis de confort et enfin de luxe. Nous pourrions aller encore plus loin en faveur de la transition écologique et impulser davantage cette notion en appliquant des taux plus spécifiques permettant aux personnes physiques et morales d'accéder aux énergies renouvelables et à économie d'énergie.
I4	Pouvoir d'Achat	Baisse du prix carburant, électricité, gaz	1,45	Abandons hausses carburant, taxe fixe et linéaire sur les carburants (20% maxi)
I13	Pouvoir d'Achat	Aide envers les employés vivant loin de leur lieu de travail	1,09	Indemnité kilométrique à partir d'une certaine distance, chèques carburants
I2	Pouvoir d'Achat	Indexation des salaires, retraites et taux de livret A sur l'inflation	1,09	Les Français sont dépouillés de leur économies en plein jour avec un taux d'inflation de 5% et un taux de rémunération du livret A de 0.75%. 3,5 milliards d'euros de pouvoir d'achat en moins en 2018.
I3	Pouvoir d'Achat	Hausse des salaires	1,09	Général et notamment pour les agents des services publics pour lesquels les indices sont gelés depuis de nombreuses années.
I11	Pouvoir d'Achat	Révision des frais bancaires	0,73	Cartes bancaires Gratuites, frais de compte, Pas de frais en cas de retrait dans une autre banque
I10	Pouvoir d'Achat	Baisse des tarifs assurance auto	0,36	
I12	Pouvoir d'Achat	Réduire le montant des frais de successions	0,36	
I14	Pouvoir d'Achat	Retrait de la loi sur la pension de réversion	0,36	
I8	Pouvoir d'Achat	Suppression des taxes comme RDS, CSG	0,36	

## SOCIAL (1/2) :

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
D2	Social	Simplifier et renforcer les services publics dans les territoires	1,09	On entend par simplifier les services publiques, le fait l'alléger les procédures et en facilité l'accès afin que chacun et en particulier les plus vulnérables puissent être accompagnés, informés, orientés et puissent bénéficier de leur prestations. Redéployer la proximité des services publics sur le territoire, sans les marchandiser, en conservant leur pleine technicité et capacité d'expertise.
D4	Social	Révision des régimes de retraite	1,09	Préserver le système social actuel par répartition tel qu'il à été pensé à sa création, permettant une uniformisation des différents Régimes actuels (privés, publics, spéciaux) et afin de garantir des niveaux de pensions correspondant aux cotisations versées. Seules les cotisations sociales doivent permettent le fonctionnement de ce système, il faut impérativement rétablir les cotisations supprimées. Ce système social doit retrouver son entière indépendance économique, budgétaire et décisionnel et sortir du budget de l'Etat. Ce système social doit permettre de reconnaître la valeur du travail tant sur le plan financier que sur celui de la pénibilité et conditions de travail.
D1	Social	Plan national de réinsertion des sans domiciles fixes	0,73	Mise à disposition de logements collectifs avec les moyens de retourner à la vie active. Véritables prise en charge des SDF notamment par multiplication des centres d'urgence d'hébergement, de centres de consultation médicale, de banques alimentaires.
D8	Social	Relèvement de tous les minimas sociaux	0,73	La mise en place de l'impôt sur la nationalité et la diminution de l'évasion et l'optimisation fiscale doivent permettre le financement du relèvement des minimas sociaux. Contrepartie possibilité de travail rémunéré pour la commune sur base de volontariat. Effort participatif. A l'appuis formation de comment élaborer un projet professionnel (apprentissage). Contrôle au cas par cas et dans la durée des allocataires ou tributaires , retraités pauvres, handicapés, personne seule élevant ses enfants, Aide au Logement...
D3	Social	Retraites à 60 ans	0,36	
D5	Social	Contrepartie des aides sociales par un travail d'utilité publique	0,36	RSA par exemple
D6	Social	Interdiction de faire circuler les véhicules de fonctions les weekend end et jour fériés pour les personnes en repos ou les declares sur les déclarations d'impôts	0,36	

## SOCIAL (2/2)

D7	Social	redistribuer leurs salaires aux retraités	0,36	
D9	Social	Evaluation des missions, besoins et réformes nécessaires dans chacun des 3 fonctionnariats (Etat, Hôpital, Collectivités Territoriales).	0,36	
D10	Social	Refus des évaluations comptables de tous les métiers de service public clés	0,36	on ne traite pas un établissement hospitalier comme une entreprise. Et on ne traite pas les personnels avec mépris, de la solitude à l'épuisement Accès pour toutes et tous qq. soient les revenus de chacun à des services humains, de proximité et de qualité.
D11	Social	Accompagnement véritable des demandeurs d'emploi au cas par cas	0,36	Révision de la Réforme chômage dont abrogation du décret du 30.12.18
D12	Social	Prise en charge des migrants mineurs non accompagnés	0,36	Traitement de nos immigrés dans le respect strict de la politique européenne

## SOCIÉTAL :

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
J1	Sociétal	Dépénaliser le cannabis	0,36	Usage médical seulement <b>ou</b> S'appuyer sur les pays étrangers comme le Canada pour mettre en application une dépénalisation et une légalisation du cannabis. Cela permettra que sa production, sa qualité, sa distribution soit sous contrôle de l'Etat et qu'un encadrement des populations consommatrices permette la prise en charge effective de soins et cures de désintoxication à l'image de l'alcool et le tabac.
J2	Sociétal	Abaissement des subsides de l'Etat pour manifestations d'apparat	0,36	
J3	Sociétal	Développement de l'Aide faite aux femmes avec un Ministère dédié et non un secrétariat d'Etat pour l'égalité entre les femmes et les hommes.	0,36	Justice, protection, défense des droits acquis, égalité des salaires Hommes, Femmes à travail égal,...
J4	Sociétal	Développement de la Culture pour tous.	0,36	

## **SOUVERAINETE :**

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
F2	Souveraineté	Sortie de l'UE	0,73	Corps de technocrates allant contre la volonté du peuple gangrené par les lobbies. Vol de la souveraineté politique et économique des peuples. Esclavage par la dette (sacrifice de la Grèce taux pourris jusqu'à 20%). Pour une union économique type CEE, pas pour une fédération supra-nationale à l'URSS de moins en moins démocratique,
F1	Souveraineté	Sortie de l'OTAN	0,36	Souveraineté nationale à préserver des véléité impérialistes américaines, Fin de la participation de la France à des guerres illégales et contre les intérêts nationaux
F3	Souveraineté	Rétablissement des frontières terrestres	0,36	

## **TRANSPORT :**

Code Doléanc	Thème	Intitulé Doléance	%	Détails - Propositions
K10	Transport	Rétablir le 90 Kms /h	0,73	Les véritables accidents sont provoqués par des délinquants de la route qui téléphonent ou qui sont sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants et qui dépassent allègrement les vitesses autorisées. Voilà la véritable cause des accidents mais on préfère sanctionner et taxer les automobilistes qui dépassent par inattention de 5 ou 6 km/h la vitesse autorisée. Cela rapporte beaucoup plus à l'État.
K4	Transport	Révision du contrôle technique	0,73	Tous les 3 ans, tarif à revoir, suppression
K1	Transport	Diminution du nombre de Radars	0,36	
K11	Transport	Plafonner le montant du permis de conduire.	0,36	
K2	Transport	Simplification des limitations de vitesse	0,36	
K3	Transport	Suppression des péages autoroutiers	0,36	
K5	Transport	Baisse de 10% de la TIPP et suppression de la TVA sur la TIPP	0,36	
K6	Transport	Baisse des tarifs autoroutiers	0,36	
K7	Transport	Baisse générale des tarifs des contraventions	0,36	
K8	Transport	Pas de retrait de points pour les petites infractions	0,36	
K9	Transport	Encadrer le coût des parkings en ville	0,36	